

Vaud à la recherche de familles d'accueil

SOLIDARITÉ Face à l'augmentation d'enfants ayant besoin de protection, le canton lance une campagne de recrutement. Il cherche une cinquantaine de foyers familiaux bénévoles prêts à se lancer dans une aventure humaine sortant de l'ordinaire

AÏNA SKJELLAUG

S'intéresser aux familles prêtes à ouvrir leur porte à des enfants en grand besoin d'amour et de protection, c'est prendre le risque d'être bouleversé par leur humanité. Certains n'hésitent pas à les qualifier de «superhéros». «Ce sont d'abord le courage et le mérite des enfants accueillis qu'il faut relever», répond Philippe Rochat, de Grandson, qui avec sa femme Georgette a formé une famille d'accueil pour deux jeunes adolescentes des années durant.

Lundi soir, le canton de Vaud tient une séance d'information pour les personnes intéressées, dans le but de trouver 50 nouvelles familles d'accueil. Cinquante, alors que 200 enfants sont actuellement placés dans un tel cadre, c'est énorme. «Nous avons actuellement 18 enfants en attente d'une famille. Treize ont moins de 4 ans, et cinq ont entre 4 et 8 ans. Ils vivent dans des foyers d'urgence, prévus pour un accueil de trois mois, certains y sont depuis près d'une année», détaille Manon Schick, directrice de la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (DGEJ). De plus, les familles avec lesquelles son équipe travaille sont parfois bien

au-delà de l'âge de la retraite et ne vont plus continuer à accueillir.

Un pic post-covid

Elle décrit un pic, avec notamment une augmentation de situations où les enfants sont signalés avant même d'être nés. C'est le cas de bébés de mères toxicomanes, qui se trouvent dans l'incapacité de s'en occuper. «Le covid et son confinement ont eu un impact, avec des naissances dans des familles extrêmement précaires. Les crises qui ont suivi n'ont pas aidé, avec une augmentation de la pauvreté.» Les mineurs migrants non accompagnés de plus de 12 ans sont confiés à l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM), et ont un tuteur. La DGEJ, elle, s'occupe des orphelins ukrainiens avec des enfants qui ne seront pas placés en structure familiale, pour des raisons de droit international.

Qu'attend-on d'une famille d'accueil? «Un engagement de tous les instants, plus important encore que lorsque c'est notre propre enfant, avertit Manon Schick. Car ces petits ont souvent eu une toute petite enfance très compliquée, avec des problèmes de développement, de santé. C'est lourd. C'est aussi du travail administratif, avec

des démarches qui peuvent être compliquées par les parents biologiques qui gardent parfois l'autorité parentale.» L'autre aspect difficile est celui de l'imprévisibilité. «Parfois l'accueil va durer six mois, car la mère de l'enfant va mieux, et il retournera à ses côtés. Parfois, l'enfant restera dix-huit ans.» Certains ados viennent uniquement le week-end, s'ils sont en foyer la semaine. Les

soirées d'information. «Le retour de ces familles est extrêmement positif. Ce sont des expériences enrichissantes. Il s'agit d'apporter sa pierre à l'édifice pour la construction de la vie d'un enfant, lui donner un peu plus de chance que ce qu'il a reçu à sa naissance. Parfois, on ne mettra qu'une pierre, parfois on sera une grande partie de l'édifice», décrit Manon Schick.

«Ces petits ont souvent eu une toute petite enfance très compliquée, avec des problèmes de développement, de santé»

MANON SCHICK, DIRECTRICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE

familles qui se mettent à disposition peuvent donner une préférence sur la tranche d'âge de l'enfant qu'ils accueilleront, pour que cela s'accorde avec leur projet de vie. On demande qu'un des deux parents soit au moins disponible à mi-temps pour pouvoir accueillir un enfant de moins de 4 ans.

Malgré ces contraintes, la campagne a suscité un engouement important, avec plus d'une centaine de personnes inscrites à la

Des formations sont organisées pour les familles une fois qu'elles ont passé le processus d'inscription et d'évaluation. La DGEJ collabore avec la Haute Ecole de travail social afin d'être disponible pour les équiper et les accompagner au mieux». Elles reçoivent une indemnité par mois et un budget par enfant.

«Ce fut un privilège.» C'est ainsi que Philippe Rochat décrit l'aventure vécue avec sa femme Geor-

gette d'accueillir et d'accompagner une première ado, une Lausannoise de 14 ans, puis une seconde quelques années plus tard, arrivée d'Erythrée, ne parlant pas le français, du même âge. La première est restée six ans, la deuxième onze. Les liens sont restés, elles font partie du cercle familial, composé également des deux enfants de Philippe et Georgette. «Avec nos enfants, plus jeunes, l'accueil de ces deux filles s'est remarquablement bien passé, je n'ai pas le souvenir de jalousie ou d'exclusion. Les enfants ont bien plus de ressources que nous pour communiquer entre eux», remarque le père d'accueil. Seul moment où les membres de la famille nucléaire se retrouvent entre eux, un voyage chaque été, durant lequel les enfants accueillis rejoignent des amis du couple.

Une fabuleuse expérience

Le temps d'approvisionnement au début n'est pas simple. «Avec la première, je dirais qu'on avait tous deux de fortes personnalités et que l'on a dû apprendre à faire avec, mais sans difficultés majeures. Ce fut une expérience épatante, qui ouvre plein d'horizons. Lorsqu'on nous a demandé

d'en accueillir une deuxième, deux ans plus tard, nous n'avons pas de raison de dire non. Pour nous, l'Erythrée n'était qu'un lieu sur une carte, nous ne connaissons rien de ce pays. Nous avons reçu cette jeune fille traumatisée par un départ précipité et nous avons passé les deux premières années à nous demander si véritablement nous lui apportions ce qui lui permettrait d'avancer. Nous devions apprendre à lire son visage, son regard, les mots étaient très limités. Puis, elle nous a fait comprendre qu'elle souhaitait rester chez nous, et petit à petit, s'est épanouie.»

Plus tard, elles ont toutes deux vu resurgir les conséquences de leur histoire perturbée dans leur vie de couple et de parents. «Une famille d'accueil n'est pas une famille qui sauve ou qui guérit, souffle Philippe Rochat. Elle soigne et accompagne dans la mesure de ses moyens, elle recherche chez l'enfant ou l'ado les richesses qui sont les siennes pour l'aider à en prendre conscience, l'encourage à s'appuyer sur elles.» Du soleil, quelques oranges, de la souplesse, plus de vie, Philippe Rochat l'affirme, cette fabuleuse expérience de famille d'accueil les a fait grandir. ■

Premiers pas (de danse) de Beat Jans à Bruxelles

DIPLOMATIE Le nouveau conseiller fédéral à la tête du Département de justice et police a multiplié les contacts avec ses homologues dans la capitale belge. Après un détour par Anvers, sous le signe de la lutte contre la criminalité

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
X @vdegraffenried

Cocaïne, contrôles frontaliers, protection des réfugiés ukrainiens et intelligence artificielle au menu. A Anvers puis Bruxelles de mercredi à vendredi, le nouveau conseiller fédéral Beat Jans a profité de sa première participation à un conseil informel des ministres de la Justice et des Affaires intérieures des Etats Schengen pour nouer de précieux contacts. Et visiblement, il a fort apprécié sa sortie belge. «J'ai même eu l'occasion de danser jeudi soir avec des ministres, grâce à un bon DJ!», a précisé vendredi matin Beat Jans, tout sourire et décontracté, depuis la Mission suisse à Bruxelles.

Invité par Darmanin

Le socialiste bâlois sera-t-il l'«euro-turbo» du Conseil fédéral pour faire aboutir les bilatérales III, alors que les négociations pourraient bientôt démarrer? Il l'avait déjà dit durant sa campagne: difficile de venir de Bâle sans être pro-européen et conscient que la Suisse ne peut pas se permettre de miser sur l'isolationnisme.

Mais pour l'heure, le ministre de Justice et Police reste encore en retrait: il compte bien respecter la «règle des 100 jours» (qui veut qu'un nouveau venu ne s'exprime pas publiquement dans les médias pendant les trois premiers mois), avant d'articuler ses ambitions et priorités.

A Bruxelles, il a toutefois insisté sur le besoin de résoudre des «questions complexes» comme la migration ou la lutte contre la criminalité «ensemble», en écoutant les besoins et préoccupations des



Beat Jans (deuxième depuis la gauche à la dernière rangée) pose avec ses homologues européens. (BRUXELLES, 25 JANVIER 2024/OLIVIER HOSLET/EPA)

autres. Il s'est notamment entretenu avec la ministre de l'Intérieur allemande Nancy Faeser, l'occasion d'évoquer la sensible question des contrôles que l'Allemagne a réintroduits à la frontière avec la Suisse. Pour le chef du Département fédéral de justice et police (DFJP), ces contrôles ne se justifient guère. Il a par ailleurs été invité à Paris par Gérard Darmanin, le ministre de l'Intérieur français. Et s'est notamment entretenu avec Ylva Johansson, la commissaire européenne aux Affaires intérieures.

Beat Jans a aussi été confronté à Elon Musk, le fantasque patron du réseau social X. Ou presque. Il a participé à un workshop sur l'utilisation de l'intelligence artificielle à des fins criminelles qui l'a impressionné, avec un Elon Musk sur grand écran plus vrai que nature, qui présentait sa carte d'identité ou levait ses trois doigts quand on le lui demandait.

Coordination nécessaire

Mercredi, c'est à Anvers que son séjour belge a débuté. Il a assisté au lancement d'une nouvelle

«Alliance des ports européens» pour combattre le fléau du crime organisé et du trafic de cocaïne en particulier, qui gangrène des ports comme ceux d'Anvers ou de Rotterdam. De la cocaïne qui arrive jusqu'en Suisse, où la demande reste très forte.

Beat Jans s'est montré particulièrement attentif aux mesures mises en place par ses interlocuteurs, alors que l'augmentation de la répression et de la traque des criminels a aussi pour corollaire de déstabiliser le marché et d'engendrer des actes de vio-

lence. L'alliance portuaire est notamment soutenue par Euro-pol, avec laquelle l'Office fédéral de la police collabore. Simon Spoerri, le vice-directeur de Fedpol chargé de la Coopération policière internationale, était d'ailleurs aussi du voyage.

Sur le front de la migration, alors que les Etats membres de l'UE et le Parlement européen se sont accordés sur la mouture finale du Pacte sur la migration et l'asile en décembre, c'est surtout le statut des Ukrainiens qui était au cœur des discussions. Près de 4,2 mil-

lions d'Ukrainiens qui ont trouvé refuge au sein de l'UE bénéficient d'un statut de protection temporaire jusqu'en mars 2025. Mais il s'agit déjà de penser à l'après. La Suisse dispose également d'un statut de protection temporaire, mais la décision de l'UE impliquera une étroite coordination. Le 29 septembre 2023, le Conseil fédéral a déjà dévoilé un plan provisoire pour une éventuelle levée du statut S.

«Il est plus facile de trouver des solutions lorsqu'on se connaît personnellement»

BEAT JANS, CONSEILLER FÉDÉRAL

Pour ce qui est du Pacte, la Suisse, qui applique les Accords de Schengen et de Dublin, devra reprendre certains éléments. Mais rien n'est encore défini, tant que le Pacte n'a pas encore été formellement adopté.

Aucune décision n'est ressortie du conseil informel des ministres. Mais pour Beat Jans, les réunions et contacts ont constitué une première prise de température des préoccupations européennes et problèmes avec possibles répercussions sur la Suisse. Il avait déjà profité du WEF de Davos pour échanger avec Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, ou la ministre belge des Affaires étrangères Annelies Verlinden, alors que la Belgique assure la présidence tournante de l'UE jusqu'en juin.

«Il est plus facile de trouver des solutions lorsqu'on se connaît personnellement», a déclaré le conseiller fédéral à Bruxelles. L'histoire dira si les pas de danse auront permis de faire avancer certains dossiers. ■